

Le terrorisme n'a pas été inventé par René Lévesque mais, comme je le disais hier soir à North Bay et comme je le répéterai en cette enceinte aujourd'hui, le mouvement terroriste qui sévit au Québec a pris naissance grâce à Pierre Bourgault qui, en 1961-1962, établissait un mouvement qu'on appelait le Rassemblement pour l'indépendance nationale. A ce moment-là se trouvaient au sein de ce mouvement des gens comme Pierre Bourgault, André D'Allemagne et quelques autres qui ont commencé à répandre le terrorisme dans le Québec.

Lors de la visite de la Reine dans la ville de Québec, à l'invitation du premier ministre de la province, l'honorable Jean Lesage, on avait mis les gens en garde, des mois d'avance, que la Reine ne serait pas bienvenue à Québec. Puis, on a pris des dispositions pour l'empêcher de paraître en public à Québec. Pierre Bourgault, D'Allemagne et les membres ou chefs du Rassemblement pour l'indépendance nationale étaient de la partie.

A la suite de la défaite de l'honorable Jean Lesage, le Parti québécois est né et René Lévesque en devient le chef. A ce moment-là, on a vu se retirer le RIN, qui est entré d'emblée au sein du Parti québécois. Cela veut dire que Lévesque, qui se défend d'être violent, devenait le chef de Pierre Bourgault et des autres personnages du même acabit qui faisaient partie du Rassemblement pour l'indépendance nationale.

Monsieur l'Orateur, René Lévesque dit qu'il est opposé à la violence, mais ce sont les membres du Rassemblement pour l'indépendance nationale qui ont probablement travaillé avec le plus d'acharnement pour le mouvement de Lévesque, et Lévesque, aujourd'hui, écume de colère contre quiconque affirme que les terroristes qui sont actuellement en prison ont travaillé à l'élection des membres du Parti québécois aux élections du 29 avril dernier.

Monsieur l'Orateur, j'ai en main un petit journal intitulé «Deux mai», publié dans la ville de Québec, par des terroristes du CEGEP de Limoilou, jeunes étudiants qui invitent tous les autres à suivre leur trace. Qu'est-ce qu'on dit dans ce journal du 23 avril 1970? Voici:

Le FLQ à Québec.

Ce n'était pas hier, mais au mois d'avril. Et je passe sous silence une foule d'activités auxquelles ces jeunes se sont livrés. A la suite des incidents qui ont marqué la visite de la Reine, il y a eu les célébrations de la Saint-Jean-Baptiste, à Montréal, où l'on avait averti le très honorable premier ministre, six mois à l'avance, de ne pas se présenter.

Qu'est-ce que le secrétaire d'État faisait alors? Rien. Et je répète que depuis un an, il n'a rien fait pour empêcher les terroristes de perpétuer leurs attentats dans le Québec. Il a eu peur de faire le «ménage» à Radio-Canada, comme je le lui demande depuis deux ans. Pourtant, c'est lui qui est responsable de cet organisme d'État. (Applaudissements)

Chaque fois qu'un communiste notoire se présentait le «portrait» au Canada, on l'invitait à s'adresser à la population sur les ondes de Radio-Canada, tant au réseau de langue française que de langue anglaise, et le secrétaire d'État n'a jamais eu ni le courage ni le bon sens de protester auprès des autorités de Radio-Canada. (Applaudissements)

[M. Caouette.]

Le secrétaire d'État trouve mes propos violents, mais il faut se faire violence à soi-même en face de gens aussi irresponsables que le secrétaire d'État actuel.

Monsieur l'Orateur, dans l'article intitulé «Le FLQ à Québec», auquel je me suis référé tout à l'heure, que peut-on lire? On peut y lire que Charles Gagnon, actuellement emprisonné, se déclare lui-même un chef du FLQ. Quand j'ai dit que le gouvernement connaissait les chefs du FLQ, le secrétaire d'État a dit que j'avais menti.

Monsieur l'Orateur, Gagnon et Vallières ont eux-mêmes dit: Nous sommes les chefs du FLQ. On les a laissés libres, sous prétexte qu'on n'était pas trop sûr s'ils l'étaient ou non, alors qu'eux-mêmes l'affirmaient sans se «gêner».

• (4.40 p.m.)

Je cite donc l'article en question:

Charles Gagnon était à Québec le jeudi 9 avril dernier à l'amphithéâtre des Sciences de l'Université Laval. Étaient présents avec lui: Jacques-Larue-Langlois, journaliste et responsable du comité Vallières-Gagnon, Christian Lamontagne du FLQ, Pierre Cloutier et Robert Lemieux.

...le même Robert Lemieux qui est actuellement en prison, le défenseur des «felquistes»...

...deux avocats qui se font ardents défenseurs des causes politiques au Québec.

L'honorable secrétaire d'État n'était-il pas au courant de cela au mois d'avril? Il l'était.

Au cours de cette assemblée à laquelle assistaient deux à trois cents personnes, une manifestation nommée «Opération Vallières» a été annoncée pour le 12 mai prochain à Montréal. Trois buts sont liés à cette manifestation:

Premièrement, libération des prisonniers politiques (11 actuellement).

Onze, à ce moment-là. Est-ce que ce ne sont pas là les mêmes termes que ceux employés dans les communiqués des «felquistes»?

On demande la libération de prisonniers politiques! Il s'agit de criminels qu'on appelle prisonniers politiques. L'honorable secrétaire d'État s'est-il opposé à cela? Non! Soudé à son siège, grâce à deux pouces de colle Lepage, le secrétaire d'État n'avait pas le cœur de se lever pour protester contre ces gens-là.

Ce midi, trois députés libéraux sont venus me demander de «frotter un peu les oreilles» du secrétaire d'État. (Applaudissements.) Ils ont dit que le secrétaire d'État, le 5 novembre dernier, au lieu de parler des mesures de guerre ou du nouveau projet de loi, n'a fait que débâter contre le Ralliement créditiste.

Trois députés libéraux sont venus me voir ce midi, au restaurant parlementaire, pour me dire: Monsieur Caouette, frottez-lui les oreilles! Eh bien, nous allons les lui frotter! Et il faudra le faire avec de grandes mains, car il a les oreilles longues. Toutefois, nous allons en venir à bout.

Je continue la citation:

Deuxièmement, dénonciation du système judiciaire actuel, pour le remplacer par une Justice Populaire.

Il s'agit d'expressions communistes authentiques. On disait la même chose, il y a 50 ans en Russie, et on le répète aujourd'hui au Canada. Le secrétaire d'État nous dit: Nous sommes des gens civilisés, nous ne pouvons rien